Flash Economie

N° 50
5 mai 2025

France : l'attractivité nécessite la stabilité

La situation de la France illustre le fait que pour être attractif, en particulier pour les investissements industriels, un pays doit être stable. La production de l'industrie manufacturière recule en France depuis 2019, le taux d'investissement des entreprises diminue depuis le début de 2023, les intentions d'investissement sont en recul depuis la mi-2024, la productivité dans l'industrie recule depuis 2019.

Ces difficultés de l'industrie sont le reflet :

- de la hausse des prix de l'énergie ;
- mais aussi de l'instabilité politique, avec l'absence de majorité parlementaire depuis les élections législatives de juin 2022 et surtout depuis celles de 2024 ;
- de l'instabilité sur les règles fiscales, avec la hausse des impôts des grandes entreprises en 2025 ;
- du possible retour en arrière sur la réforme des retraites.

L'attractivité de la France est pénalisée par un coût du travail très élevé et des compétences de la population active faible. Si les prix de l'énergie demeurent élevés et si l'instabilité politique implique le renoncement à des réformes importantes (fiscalité, règles du système de retraite), alors il n'y aura plus beaucoup de raisons pour les entreprises d'investir en France.

Patrick Artus
Conseiller économique senior
patrick.artus-ext@ossiam.com
@PatrickArtus
Patrick Artus

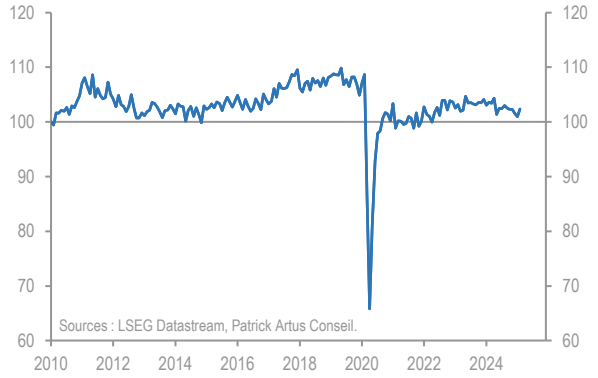
Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Difficultés de l'économie française, en particulier de l'industrie

Tous les indicateurs montrent **la faiblesse de l'économie française, en particulier de l'industrie** :

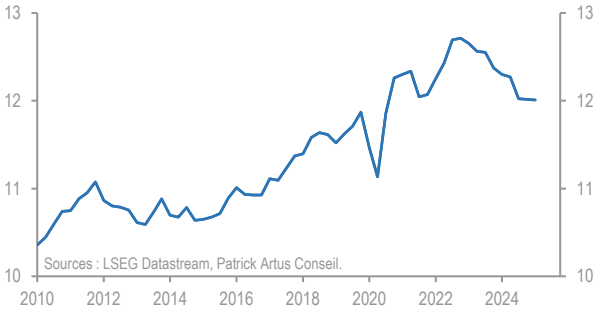
- **recul de la production manufacturière**, depuis 2019 (**Graphique 1**) ;

Graphique 1
France : production manufacturière (100 : 2010.M1)



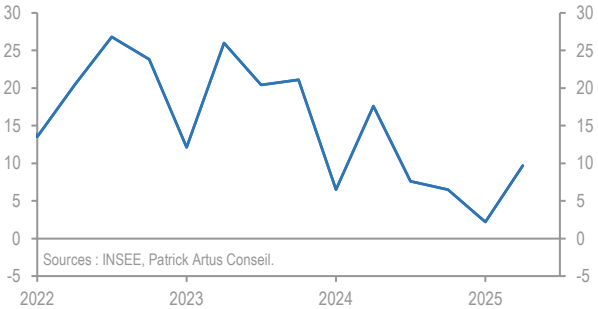
- **recul du taux d'investissement des entreprises**, depuis le début de 2023 (**Graphique 2**) ;

Graphique 2
France : investissement des entreprises non financières
en valeur (en % du PIB valeur)



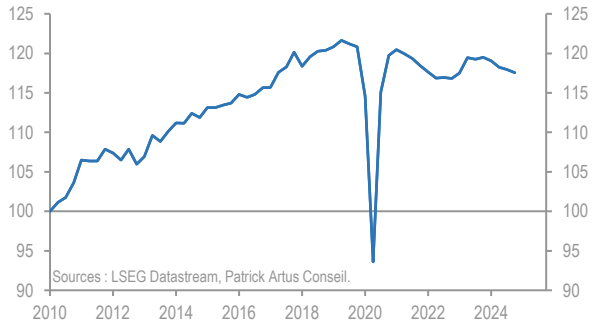
- **recul des intentions d'investissement** (**Graphique 3**) depuis la mi-2024, avec une certaine reprise des intentions d'investissement au 2ème trimestre 2025 ;

Graphique 3
France : tendance prévue des investissements pour les
trois prochains mois (solde de réponses, en %)



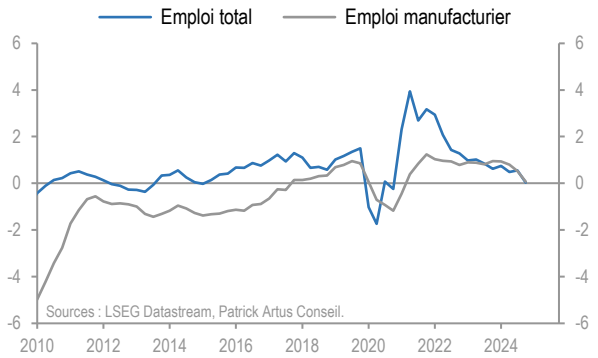
- **recul de la productivité du travail dans l'industrie** (**Graphique 4**) depuis le début de 2019 ;

Graphique 4
France : productivité par tête dans l'industrie manufacturière (100 : 2010.T1)



- **ralentissement des créations d'emplois** (**Graphique 5**) ;

Graphique 5
France : emploi total et emploi manufacturier (GA en %)



- **nombre de fermetures de sites industriels supérieur au nombre d'ouverture de sites industriels en 2024**. En 2024, le solde des ouvertures et fermetures de sites industriels est devenu négatif (-5), alors que ce solde était positif en 2022 (49) et 2023 (59)[1].

On voit que, particulièrement depuis 2023, la situation de l'économie française est particulièrement de l'industrie française, se dégrade.

La dégradation vient de la hausse du prix de l'énergie et de l'instabilité politique

La hausse du prix de l'énergie en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine (le **Graphique 6** montre le prix du gaz naturel en Europe) est évidemment défavorable à l'industrie.

[1] Source : Baromètre industriel de l'Etat 2024, mars 2025

Graphique 6
Europe : prix du gaz naturel (€/MWh)



Mais la dégradation observée depuis 2019 ou 2023 (investissement, production manufacturière) ou 2024 (perspectives pour l'investissement) peut être reliée à **la forte hausse de l'incertitude politique**, qui résulte de l'absence de majorité parlementaire depuis les élections législatives de juin 2022, et encore plus depuis celles de juillet 2024.

Les entreprises françaises ou étrangères sont depuis ces dates confrontées à **l'instabilité des règles fiscales** (hausse des impôts des grandes entreprises en 2025, réduction des allègements de charges sociales sur les bas salaires), à un possible retour en arrière sur la réforme des retraites.

Synthèse : quelles raisons les entreprises peuvent-elles trouver pour investir en France ?

L'attractivité de la France pour les entreprises est déjà pénalisée :

- **par le coût du travail (Tableau 1)** ;

Tableau 1 : Coût horaire moyen dans l'industrie manufacturière (2023, en dollars)

Pays	Coût horaire moyen (en dollars)
Thaïlande (2016)	1.7
Philippines (2019)	2.1
Brésil (2020)	2.5
Turquie	5.8
Chine	9.5
Roumanie	10.5
Pologne	14.2
Hongrie	14.7
Portugal	15.8
Slovaquie	18.2
Corée du Sud (2024)	21.1
Royaume-Uni (2019)	26.3
Espagne	28.0
Slovénie	28.1
Italie	32.7
Etats-Unis	43.7
France	**48.2**
Allemagne	49.7

Source : BIT, LSEG Datastream.

- par la faiblesse des compétences de la population active (Tableau 2).

Tableau 2 : résultats à l'enquête PIAAC de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2023*)

Pays	2016	2023
Finlande	285	289
Japon	292	285
Suède	279	281
Pays-Bas	282	276
Canada	269	267
Allemagne	271	267
Angleterre (RU)	267	266
France	**258**	**253**
Etats-Unis	261	251
Corée	268	246

* En 2016 score moyen en numératie et littératie
Source : OCDE.

Si de plus les prix de l'énergie restent élevés et si l'instabilité politique implique le renoncement à des réformes importantes (baisse de la pression fiscale sur les entreprises, réforme des retraites, …) alors il n'y aura pas beaucoup de raisons qui inciteront les entreprises à investir en France.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agréement n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptible de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.